

# Production de supports pédagogiques sur des thèmes clefs de la question foncière en Afrique de l'Ouest.

Hub Rural, aGter, LandNet West Africa, GRAF, ROPPA.

Version pour diffusion. <sup>1</sup>

## *Introduction*

L'accès à des informations synthétiques et pertinentes sur les questions foncières reste très difficile pour les non-spécialistes. Il existe de nombreux documents écrits, imprimés ou téléchargeables sur Internet, dans diverses langues, mais leur exploration n'est la plupart du temps pas à la portée des principaux intéressés.

Les dirigeants des organisations paysannes et de femmes, les responsables d'ONG, les techniciens, les décideurs et les bailleurs de fonds qui travaillent sur le développement rural en Afrique ont besoin de ces éléments de réflexion pour les aider à orienter leurs actions. Des textes sérieux, mais courts, attractifs et écrits avec des mots faciles à comprendre dans des langues maîtrisées par les utilisateurs sont nécessaires.

L'initiative de production de supports pédagogiques prétend commencer à répondre à cette demande. Les supports pédagogiques devront permettre d'éclairer les débats clefs auxquels sont confrontés les différents acteurs, en présentant les éléments conceptuels essentiels, l'explicitation des problématiques à travers la présentation des principales options. Ils seront construits à partir d'une approche comparative et des choix d'expériences préalablement sélectionnées, resituées dans leur contexte historique et géographique.

## *Objectifs*

- Diffuser, très largement, des connaissances et informations sur des sujets précis, mettant en évidence des messages pertinents, courts et clairs, adaptés à différentes catégories d'acteurs
- Permettre aux acteurs ciblés, sur la base des réflexions et résultats des travaux empiriques récents et d'expériences historiques de référence, de surmonter la complexité des questions foncières, d'éclairer leurs discussions et de définir leur positionnement propre dans le débat foncier.

---

<sup>1</sup> Document élaboré conjointement par le Hub Rural (Vincent Basserie), aGter (Michel Merlet) et la coordination de LandNet West Africa (Hubert Ouédraogo et Koffi Alinon) et relu par la coordination du ROPPA.

## *Public cible*

Il est divers, et composé principalement :

- de membres des Organisations Paysannes, régionales (ROPPA), nationales, et locales
- d'agents de projets de sécurisation foncière, de projets de développement rural et de gestion des ressources naturelles
- d'élus et personnel des communes et entités territoriales
- de cadres publics ou privés (maîtres d'ouvrage ou maîtres d'œuvre de projets ; responsables du pilotage de réformes foncières ; administration domaniale et cadastrale ; personnel d'ONG nationales ou internationales, etc.)
- de décideurs, bailleurs de fonds, cadres des institutions sous-régionales africaines
- de membres d'institutions d'enseignement et de formation.

La démarche proposée ci après présente la particularité de chercher à inciter les différents acteurs, quelle que soit leur position sociale, à réfléchir sur des questions stratégiques, au lieu de se contenter d'appliquer des recettes et de suivre des manuels de procédure liés à des situations précises de projets ou de cadres nationaux.<sup>2</sup>

## *Les principaux partenaires*

L'initiative a été formulée par le **Hub Rural**<sup>3</sup>, sur la base de son analyse des besoins en information des acteurs du foncier en Afrique de l'Ouest. Compte tenu de l'objectif d'**aGter**<sup>4</sup> de construction et mise en ligne d'un site multilingue de ressources documentaires, de l'expérience des membres de l'association dans l'élaboration de documents pédagogiques (Cahiers de propositions) et de la possibilité de valoriser son réseau international, les deux structures ont décidé de travailler en synergie sur le projet.

Le réseau **LandNet West Africa**<sup>5</sup> et le réseau ouest-africain des organisations paysannes, le **ROPPA**<sup>6</sup>, sont deux partenaires essentiels à cette initiative. Ce sont eux qui pourront assurer une étroite articulation avec les acteurs clés de la région ouest africaine et une meilleure identification des besoins pertinents d'information

---

<sup>2</sup> Dans ce sens, la démarche proposée s'inscrit dans le cadre de la promotion de la subsidiarité active, telle qu'elle est définie par Pierre Calame dans son ouvrage *La démocratie en miettes. Pour une révolution de la gouvernance*. Ed. Charles Leopold Mayer, Descartes & Cie, 2003. Ce document est téléchargeable gratuitement et en intégralité sur le site des Editions Charles Léopold Mayer. <http://www.eclm.fr/source/pdf/originaux/117.pdf>

<sup>3</sup> <http://www.hubrural.org/>

<sup>4</sup> <http://www.agter.asso.fr/>

<sup>5</sup> <http://www.landcoalition.org/partners/pplandnetwa.htm>

<sup>6</sup> <http://www.roppa.info/>

pour l'élaboration des documents pédagogiques. Cette initiative leur permettra de valoriser leur expertise (pour LandNet West Africa) et de renforcer leurs capacités d'analyses et de propositions (pour le ROPPA).

Le **GRAF** (Groupe de Recherche et d'Action sur le Foncier), basé au Burkina Faso, assurera, outre sa participation "technique", la fonction d'administration du projet et d'organisation logistique de ses activités. Le secrétariat exécutif de LandNet West Africa est hébergé par le GRAF, ce qui assurera une coordination optimale.

Le but recherché est que la construction de supports pédagogiques ne soit pas une opération de formation isolée, mais qu'elle soit au contraire directement articulée avec les préoccupations majeures des organisations et en lien avec les questions conjoncturelles importantes qu'elles ont à traiter<sup>7</sup>. C'est une des conditions nécessaires pour que l'utilisation des documents soit effective et bénéfique. Il s'agit cependant d'aller au-delà des urgences du quotidien et d'aborder par cette porte d'entrée, les questions de fonds qui impliquent une vision stratégique de long terme.

L'articulation avec des universitaires de diverses structures d'enseignement et de recherche de la région sera nécessaire. Elle sera assurée par le biais des partenaires centraux, en particulier le LandNet West Africa et le Hub Rural. Il en sera de même avec des ONGs nationales ou régionales ayant travaillé sur des thèmes semblables ou ayant produit du matériel pédagogique similaire, et avec lesquelles il sera nécessaire d'entrer en relation (CESAO, INADES etc.).

Les élus locaux constituent également une composante importante du public cible. Il n'existe pas de structure pouvant les représenter facilement au niveau de la sous région. Le réseau LandNet West Africa et le Hub Rural veilleront à ce que des mécanismes adéquats soient mis en place qui tiennent compte de la diversité des situations des pays concernés.

Enfin, l'élaboration des supports pédagogiques mettra à profit les expériences et compétences regroupées au sein du **Comité Foncier et Développement** mis en place par la Coopération française.

## *Type de support et méthode*

**Des fiches, de 1 à 4 pages, pour diffusion papier et électronique**

Chaque fiche doit pouvoir être lue et utilisée indépendamment des autres. Elle doit donc être suffisamment longue pour que le contexte et la problématique soient évoqués de manière synthétique, le sujet efficacement traité, et des éléments de discussion présentés, à partir des leçons (positives ou négatives) que l'on peut tirer de l'expérience. Chaque fiche ne doit pourtant pas dépasser quelques pages, pour rester facilement accessible et rapidement assimilable.

---

<sup>7</sup> Sans nier les fortes particularités nationales ou locales, une hypothèse importante est qu'il existe des lacunes similaires en informations au niveau des publics cibles des différents pays issus de la même tradition juridique et institutionnelle (pays anglophones ; pays francophones). Certaines idées reçues, par exemple sur la propriété privée, font partie de discours communs à l'ensemble de la région ouest-africaine francophone.

Les fiches doivent donner des indications très précises sur leurs sources et des pistes pour aller plus loin. Elles doivent en principe être signées par leurs rédacteurs. A ce niveau, pour la préparation et la validation des fiches, ce sont des personnes qui interviendront, et non des institutions. Un comité de suivi devra être constitué de façon stable, afin qu'un véritable travail collaboratif puisse se mettre en place,

impliquant connaissance et confiance mutuelle. Ce comité regroupera des personnes ressources issus du Hub Rural, d'aGter, de LandNet West Africa, du Comité Foncier et Développement, et du ROPPA. Il assurera la maîtrise d'ouvrage du processus et garantira la valeur scientifique des supports produits.

Chaque fiche doit présenter une thèse centrale. Les fiches ne peuvent se limiter à décrire la réalité. On distinguera plusieurs séries de fiches :

- les fiches d'expériences africaines ;
- les fiches comparatives ;
- les fiches d'analyse conceptuelle ;
- les fiches de référence d'expériences d'autres parties du monde.

#### Une méthode fondée principalement sur la comparaison et les leçons tirées de cas concrets

Les spécificités géographiques, culturelles, historiques, mais aussi les différences existant au niveau des systèmes juridiques en vigueur rendent particulièrement complexe l'élaboration de matériels pédagogiques. Les mots et les concepts utilisés changent d'une situation à une autre. Nous proposons pour cette raison de partir de cas concrets, pris dans des contextes différents pour aborder, d'une façon beaucoup plus compréhensible pour tous, les aspects théoriques ou conceptuels. Cette méthode pourra exiger de faire référence à des expériences situées dans d'autres continents. Quand bien même le travail se centrera probablement sur les pays francophones, nous chercherons à intégrer progressivement dans ce cadre de réflexion des pays anglophones de la région, de façon à pouvoir faire référence à des traditions juridiques différentes (common law et code civil).

Il s'avèrera nécessaire d'offrir aux publics cibles diverses portes d'entrée pour leur permettre de cerner certains sujets. Ces sujets donneront donc lieu à l'élaboration de plusieurs fiches, complémentaires, constituant ainsi un mini dossier. Par exemple, un thème "bilan des politiques de création et de remise de titres fonciers" pourrait comporter des analyses de cas concrets de politiques de la région, une fiche comparative, des fiches de référence de pays d'autres continents, une fiche conceptuelle et une fiche de synthèse faisant le lien entre toutes les fiches du mini-dossier. La constitution d'un mini-dossier pourra être décidée *a priori* pour certains sujets. Elle pourra également s'imposer, au vu des demandes qui s'exprimeront lors de la démarche progressive d'élaboration des fiches (voir ci-dessous).

L'expérience montre que rédiger ces fiches n'est pas un exercice aisé: une synthèse poussée implique d'avoir une très bonne maîtrise du sujet, et de savoir clairement ce que la fiche entend démontrer. Il implique une

#### Indications pour une fiche d'expérience

- Un titre suggestif pour le sujet abordé.
- 625 à 2500 mots par fiche, tout compris, indications bibliographiques et notes incluses. (entre 3250 et 13000 signes sans espaces)
- Un plan type avec une introduction pour situer le contexte et le cadre historique. Un développement et une synthèse faisant le point sur le thème central abordé.
- Des illustrations et des schémas si utiles à la compréhension
- Sources, auteur, biblio, contacts, mots clefs.

méthodologie particulière d'élaboration. Les fiches doivent être élaborées par des (ou sur la base de travaux de) personnes ayant déjà une expertise confirmée sur le sujet, et ayant si possible une expérience concrète de terrain de la réalité décrite.

### Une élaboration progressive

La méthode se veut progressive. Lors d'une première phase, un nombre limité de fiches provisoires (10) sera produit et diffusé. Grâce à leurs réseaux respectifs, les 4 partenaires principaux identifieront un panel issu des publics cibles qui, sur la base d'outils simples et préalablement conçus, sera mobilisé pour évaluer les fiches produites dans le contexte de leur utilisation, proposer toute amélioration nécessaire et suggérer les sujets des fiches à produire lors de la deuxième phase. A ce stade, un simple échange virtuel ne sera pas suffisant. Un atelier de validation sera organisé pour permettre une discussion approfondie et des échanges de qualité (voir ci-dessous). C'est sur la base des résultats atteints que sera définitivement programmée et dimensionnée la deuxième phase (en terme de nombre de fiches à produire).

Cette méthode permettra également au Comité de suivi de déterminer les sujets pour lesquels une fiche unique s'avère insuffisante et qui nécessitent la constitution d'un mini-dossier.

Des supports complémentaires (diaporamas, posters, voire documents audiovisuels) sont à considérer comme outils de valorisation des fiches destinés à en faciliter l'utilisation.

### Exemples de sujets prioritaires

A titre d'exemple et sans aucun souci d'exhaustivité à ce stade, on peut identifier un certain nombre de sujets sur lesquels il serait intéressant de travailler.

- Bilan des politiques de délivrance de titres fonciers
- Les outils alternatifs ou palliatifs au titre foncier individuel.
- Propriété privée, productivité agricole et accès au crédit : entre mythes et réalités
- Questions et perspectives sur la décentralisation de la gestion foncière
- Quelle est l'efficacité économique des modes de faire-valoir indirect
- La régulation des marchés fonciers comme condition de l'équité
- Ce qui peut arriver aux projets de développement qui ignorent les questions foncières : exemples concrets
- La formulation de politiques foncières rurales : leçons à partir d'expériences comparées
- Les femmes et la terre : réalités, contraintes et perspectives

Cette liste sera revue et finalisée en fonction des attentes prioritaires identifiées au sein des groupes cibles.

La question de l'adaptation des fiches à un public cible spécifique devra être abordée. Les sujets à développer, le langage utilisé, les messages à faire passer, peuvent être différents pour les 6 catégories d'acteurs identifiés. Toutefois, au moins une partie des fiches serait commune à tous, certaines pouvant être spécifiques afin de les adapter aux demandes et besoins d'information des acteurs cibles.

Les rédacteurs des fiches ne peuvent être identifiés a priori. Le rédacteur de chaque fiche sera choisi en fonction du sujet traité. Il sera pré-identifié par le Comité de Suivi du projet en fonction d'un ensemble de critères à déterminer comme celui d'être un spécialiste de référence sur le sujet, l'expérience pratique des sujets traités, la capacité à s'adresser de manière accessible au public cible.... Si le spécialiste pré-identifié

marque son intérêt et son accord pour le travail, un contrat de gré à gré sera établi entre lui et le GRAF . Dans le cas contraire, les membres du comité de suivi identifieront une autre personne ressource capable d'effectuer ce travail. Le choix des rédacteurs privilégiera les auteurs africains. Pour faciliter cette flexibilité, dans la démarche, une identification des auteurs potentiels par thématique sera entreprise.

## *Séquençage du travail*

La production du matériel pédagogique exige de passer par un certain nombre d'étapes afin de garantir sa qualité et son adéquation à la demande. Nous proposons 4 étapes distinctes, mais interdépendantes et itératives.

### 1. Conception et construction collaborative de la demande (phase préparatoire)

Cette étape est tout à fait fondamentale. Elle doit permettre de préciser les principaux thèmes à travailler pour répondre efficacement aux demandes des publics cibles. Elle doit aussi servir à identifier les principales personnes sur lesquelles on peut s'appuyer pour l'élaboration des documents et à construire un cadre de réflexion commun aux différents acteurs.

Un panel représentatif des publics cibles sera constitué et mobilisé pour identifier les sujets à traiter dès cette étape.

Ce travail implique obligatoirement un moment de rencontre des différents acteurs, sous la forme d'un atelier – séminaire, qui se tiendra à Ouagadougou, au Burkina Faso. Ce sera non seulement l'occasion d'échanger mais aussi déjà de commencer à tester certaines hypothèses de façon pratique.

Ce premier atelier réunira un nombre réduit de participants (11 personnes): un représentant de chaque structure membre du Comité de Suivi (aGter, Hub Rural, LandNet, Comité Foncier), le GRAF, des représentants (6) des principaux groupes cibles: Organisations Paysannes ou représentants de communautés de base, agents de projets, cadres, décideurs, institution de formation, élus). La durée de cet atelier sera de 2 jours.

La méthodologie et les termes de référence de chaque fiche seront définis à ce stade. Ils pourront être adaptés par la suite, mais constitueront la structure générale du travail.

### 2. Production du matériel pédagogique (démarrage de la première phase "test")

La production du matériel pédagogique devra nécessairement se faire par le biais d'allers et retours entre les rédacteurs de chaque fiche et le comité de suivi. Ce dernier choisira les rédacteurs de chaque fiche. Une organisation par mini-dossier avec un coordinateur et un groupe de rédacteurs permettra de travailler à une échelle maîtrisable, de tester les résultats obtenus, d'évaluer les difficultés et de trouver des réponses aux problèmes qui ne manqueront pas de surgir.

Chaque fiche devra faire l'objet de révisions, d'améliorations, avant de pouvoir être finalisée. L'essentiel de la production peut se faire sur la base de travail à distance (courrier électronique, conférences téléphoniques...).

Les fiches conçues seront ainsi (1) pré-validées par le comité de suivi, (2) puis diffusées au panel.

Une partie des fiches (celles ciblant les OP) seront traduites dans des langues africaines convenues de commun accord avec les intéressés<sup>8</sup>. D'autres fiches seront traduites en anglais.

Les utilisateurs constituant le panel, après réception des fiches pré-validées, en analysent la pertinence et l'utilité dans leurs contextes de travail respectifs. Ici les OP constituent une catégorie cible particulière. Le ROPPA aura un rôle central à jouer (avec un appui si nécessaire) pour organiser des tests dans différents contextes et ce, jusqu'au niveau de certaines OP de base.

### 3. Atelier de validation des premières fiches produites et de la méthode de travail (suite de la première phase "test")

Une fois les 10 premières fiches réalisées, pré-validées et testées par le panel, un atelier de validation réunissant le comité de suivi, les rédacteurs et le panel issu des publics cibles sera nécessaire. Le matériel produit y sera retravaillé, de façon à pouvoir corriger les défauts identifiés par le panel, et réunir les éléments nécessaires à la finalisation des supports pédagogiques.

- Les fiches seront corrigées et validées lors de l'atelier. Elles pourront ensuite être finalisées (sur la forme) et largement diffusées.
- Les fiches élaborées en langues locales et en anglais feront partie de ce processus de test. La question des traductions est en effet une des plus délicates, et ne saurait se réduire à une question technique ou mécanique.
- La méthode de travail utilisée lors de cette première phase de production sera évaluée et des améliorations seront proposées.
- La présence du panel, lors de cet atelier, pourra aussi permettre de pré-identifier les prochains sujets à traiter.

Ce moment fort tout à fait essentiel exige un budget impliquant des voyages et le financement de l'atelier de validation.

L'atelier de validation intégrant une phase de test des fiches sur le terrain réunira 18 participants dont le comité de suivi et le GRAF (5), un représentant de chaque groupe cible (6), 7 rédacteurs des fiches. Sa durée est de 5 jours dont 2 jours de test sur le terrain. Il se déroulera au Burkina Faso.

### 4. Production du matériel pédagogique (démarrage de la seconde phase)

La production des fiches pourra alors s'élargir à d'autres thèmes et à d'autres partenaires, sur la base de l'expérience acquise lors de la première phase. Le nombre total de fiches à produire pendant la durée du projet est de 35, avec leurs versions multilingues respectives.

---

<sup>8</sup> En regard de la multiplicité des langues, le ROPPA sera d'un apport majeur pour développer les réflexions sur ce sujet (opportunité, critères de choix des langues etc.).

Des mécanismes de validation plus légers et plus locaux pourront remplacer l'atelier organisé à la fin de la première phase test. Les modes de finalisation des supports et la traduction dans d'autres langues (anglais, langues locales) s'organiseront sur la base de l'expérience acquise lors de la phase préparatoire.

#### 5. Atelier de capitalisation de l'expérience

Cette seconde phase se terminera par un séminaire de bilan, qui sera l'occasion de réfléchir à la mise en place un dispositif d'élargissement du processus de construction de nouvelles fiches d'expériences, d'améliorer les circuits de diffusion et d'utilisation du matériel accumulé et de planifier la préparation de nouveaux supports, Cdrom, diaporamas, vidéos, en fonction des besoins.

Ce dernier atelier de capitalisation de l'expérience regroupera 8 participants, dont le comité de suivi et le GRAF (5) et 3 personnes ayant été parties prenantes au processus. Il se déroulera sur 2 jours et permettra la rédaction d'un rapport de capitalisation.

#### *Destinataires du matériel pédagogique. Traductions.*

Les universités, centres de formation, bibliothèques, centres de documentation de Ministères ou projets pourraient être destinataires de tous les produits. Comme ces produits doivent aussi chercher à répondre à des demandes spécifiques des organisations paysannes, d'ONG, d'instances gouvernementales, il est normal que celles-ci aient également accès au matériel produit. Une très large diffusion "papier" des fiches doit donc être prévue.

Une mise à disposition large par le biais de sites web est nécessaire. Les documents seront en particulier intégrés au site de ressources documentaires animé par aGter en construction (future adresse: [www.agter.org](http://www.agter.org)), sur le site du Hub Rural (<http://www.hubrural.org/>) et sur le site francophone sur le foncier ([www.foncier-developpement.org](http://www.foncier-developpement.org)). Ils pourront aussi être mis en ligne par d'autres sites à leur demande et après accord des partenaires.

Une articulation avec d'autres sites spécialisés doit être envisagée pour certains thèmes. Ainsi, les documents faisant référence au cadre national des questions foncières pourraient être valorisés et travaillés en collaboration avec le site Landtenure.info, promu par la FAO ([www.landtenure.info](http://www.landtenure.info)).